



Organisation
internationale
du Travail

TRAVAIL

Le magazine de l'OIT
NUMÉRO SPÉCIAL 2015



L'AVENIR DU TRAVAIL
De la conduite à la gestion de transport

Le magazine *Travail* est publié par le
Département de la communication et de l'information publique
de l'Organisation internationale du Travail (OIT)
en anglais, espagnol et français.

RÉDACTEUR EN CHEF

Hans von Rohland

PRODUCTION

Elvira Lesaffre, Corine Luchini

ÉDITEUR PHOTO

Marcel Crozet

COMITÉ DE RÉDACTION

Beate Andrees, Luis Cordova, Carla Drysdale, Chris Edgar, Sharon Graber,
Elvira Lesaffre, Jean-Luc Martinage, Steve Needham, Hans von Rohland,
Manuela Tomei, Raymond Torres

GRAPHISME

Manuela Flamini, OIT Turin

Le magazine ne constitue pas un document officiel
de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations
utilisées n'impliquent, de la part de l'OIT, aucune prise de position quant au statut
juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé
de ses frontières.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise, de tel ou tel produit ou procédé
commercial, n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les textes et les photographies peuvent être librement reproduits à condition
d'en mentionner la source (sauf les photos d'agences). L'envoi d'un justificatif serait apprécié.

Toute correspondance doit être adressée au Département de la communication et
de l'information publique de l'OIT, CH-1211 Genève 22, Suisse.

Tél.: +4122/799-7912

Télécopie: +4122/799-8577

Courriel: ilo_magazine@ilo.org

www.ilo.org/communication

Imprimé en Italie

Couverture: Daimler Benz



© Equipe CIT

Bienvenue!

Cette année, l'édition du magazine *Travail* illustre une nouvelle fois les thèmes de la Conférence internationale du Travail (CIT).

Alors que la technologie progresse à un rythme toujours plus rapide, gouvernements, travailleurs et employeurs s'efforcent de suivre ces nouvelles tendances. Les économistes ont longtemps prétendu que la technologie créerait autant d'emplois qu'elle en détruirait. Beaucoup n'en sont maintenant plus si sûrs et la considèrent comme l'un des plus grands défis de notre société moderne pour les dix prochaines années. C'est pour cela que le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder, a choisi l'avenir du travail comme thème de son rapport pour la Conférence.

Mais les nouvelles technologies, comme le «camion du futur» que nous présentons dans ce magazine, ne constituent pas le seul défi. Le directeur de la recherche de l'OIT, Raymond Torres, montre dans son article «Un monde du travail en mutation» que les nouvelles formes d'emploi et le creusement des inégalités sont tout aussi problématiques.

Puis, nous nous intéressons au passage des travailleurs de l'économie informelle à l'économie formelle, et aux moyens de rendre les petites et moyennes entreprises plus productives. Ce numéro aborde aussi les principales questions qui déterminent les conditions de travail de la main-d'œuvre mondiale, y compris les quatre domaines de la protection sociale – salaires, durée du travail, sécurité et santé au travail et protection de la maternité.

Suite à la Conférence de 2014, la directrice du Programme d'action spécial pour combattre le travail forcé explique comment le protocole relatif à la convention sur le travail forcé peut contribuer à mettre fin à ce fléau une bonne fois pour toutes. Nous traitons aussi de la contribution du programme de mobilisation des artistes de l'OIT pour sensibiliser de nouveaux publics à des problèmes tels que le travail forcé.

Le deuxième anniversaire de l'effondrement du Rana Plaza, récemment commémoré, nous rappelle la nécessité de garantir des conditions de travail sûres et convenables dans le textile et les autres secteurs industriels, partout dans le monde. Nous vous proposons un reportage photo sur les moyens déployés par l'OIT pour renforcer l'inspection du travail au Bangladesh.

Pour finir, rendez-vous page 37 pour découvrir les dernières publications de l'OIT.

Les thèmes qui seront débattus ici en juin mettent en exergue le rôle de l'OIT pour façonner l'avenir du travail dans le monde afin que les futures générations d'entrepreneurs et de travailleurs évoluent dans un monde du travail qui leur convienne.

Hans von Rohland

Rédacteur en chef, magazine *Travail*



Sommaire



6

Le «camion du futur 2025»:
De la conduite
à la gestion de transport



10

Un monde du travail
en mutation



13

Entrer dans
l'économie formelle:
Reconstruire en mieux
aux Philippines



23

Les PME en Amérique latine:
Le chemin de la productivité



REPORTAGE PHOTO

En première ligne, dans
les usines du Bangladesh

16



Vies et visages des
travailleurs et des
employeurs de PME

26



28

Protéger les travailleurs dans
un milieu de travail qui change



32

Unir nos forces pour lutter
contre l'esclavage moderne



34

ArtWorks:
L'influence des artistes
au service du changement



37

Le «camion du futur 2025»

De la conduite à la gestion de transport



© Daimler Benz

L'évolution rapide des technologies dans le monde peut améliorer la productivité, les conditions de travail et la sécurité routière, comme le montrent les camions à conduite semi-autonome mis au point par les constructeurs Daimler et Volvo.

Par Hans von Rohland

MAGDEBOURG (Allemagne) – En juillet dernier, le long d'un tronçon à quatre voies de l'autoroute A14 près de Magdebourg, dans l'est de l'Allemagne, un gros camion argenté était aligné avec quelque 20 autres véhicules... rien de spécial... si ce n'est pour Hans Luft, le chauffeur, qui agitait les mains pour montrer qu'il n'en avait pas besoin pour tenir le volant.

Puis il a appuyé sur un bouton situé dans l'accoudoir du siège afin de se relaxer confortablement. Le siège du chauffeur a immédiatement reculé et pivoté de 45 degrés à droite pour offrir une position assise confortable. M. Luft a pu allonger les jambes comme s'il était assis dans un fauteuil à la maison. Il pouvait encore atteindre le volant mais ne pouvait toucher la pédale de frein qu'au prix d'une contorsion artistique du pied...

Mais ne vous inquiétez pas. Ce camion n'était pas un camion ordinaire.

M. Luft était aux commandes du «Future Truck 2025» («camion du futur 2025») de Daimler qui n'est pas réellement un camion sans chauffeur. Son «pilote automatique» avait pris le relais. Ce système permet au chauffeur de faire face au trafic routier tout en roulant de manière autonome sur l'autoroute à la vitesse de 80 km/h.

«Ce fut une expérience extraordinaire... Je me suis assis dans la cabine, comme si je n'avais rien à voir avec la conduite. Le camion faisait tout, tout seul», a raconté M. Luft.

En utilisant simplement le pilotage automatique, le camion roulait de façon autonome et répondait au ralentissement des voitures de sa file en ajustant sa vitesse en conséquence.

En outre, le camion du futur 2025 est capable de se connecter à des infrastructures comme le centre de contrôle du trafic routier allemand, ou à d'autres véhicules en utilisant les communications véhicule-à-véhicule ou véhicule-à-infrastructure (V2V & V2I). Le camion aura alors la possibilité de savoir s'il y a un accident sur sa route ou une ambulance qui aura besoin d'une voie de secours.

Le camion du futur 2025 peut aussi informer d'autres véhicules de la survenue d'un tel accident, leur permettant de réagir rapidement, en utilisant sa communication V2V. Pour le moment, il s'agit seulement d'un prototype. Il reste encore des problèmes juridiques et réglementaires à résoudre avant que le camion soit autorisé à prendre la route.

LE CAMION À CONDUITE AUTONOME: UNE ÉCHÉANCE À DIX ANS

«Si le cadre législatif pour la conduite autonome peut être instauré rapidement, on pourra envisager de lancer le pilotage automatique au milieu de la prochaine décennie», explique Wolfgang Bernhard, membre du conseil d'administration de Daimler, responsable de la division Trucks & Buses de l'entreprise Daimler.

«C'est pour cela que Daimler Trucks s'est engagé à maintenir le dialogue avec les fonctionnaires et les pouvoirs publics, et avec tous les autres acteurs concernés par cette évolution. Nous croyons vraiment en nos chances de succès parce que la conduite autonome combine l'aptitude à atteindre des objectifs commerciaux et technologiques avec la création de bienfaits pour la société et pour l'environnement.»

Michael Brecht qui dirige le conseil d'entreprise de Daimler partage la vision de M. Bernhard: «A long terme, les nouvelles technologies n'ont que des avantages.»



© Scania Group (CC)

Mais même une nouvelle technologie qui fait consensus exige de se concerter avec toutes les parties impliquées: «En tant que chef du conseil d'entreprise, j'estime qu'il est important de consulter tous les acteurs dès le début... au sein de notre entreprise, nous testons tous les éléments pour leur fonctionnalité et leur approbation à un stade précoce», déclare M. Brecht.

Contrairement au véhicule deux places, de forme arrondie et sans conducteur, récemment présenté par Google, le camion de Daimler a toujours un volant par mesure de sécurité. Cela permet à un chauffeur comme

M. Luft d'intervenir pour des manœuvres d'urgence, comme de doubler une voiture plus lente sur la voie de gauche, tout comme cela se fait pour un avion équipé d'un pilote automatique.

Tandis que la voiture Google est dédiée au transport urbain individuel sur de courtes distances, Volvo, le constructeur suédois, a aussi mis au point des camions sans chauffeur dans le cadre du programme SARTRE de l'Union européenne (Convois routiers sécurisés et respectueux de l'environnement). Le programme prévoit de former un convoi de véhicules qui suivent un véhicule de tête en vue de réduire la résistance au vent et les frais de carburant. Seuls les camions qui suivent le meneur, piloté par un chauffeur, peuvent fonctionner en autonomie.

UNE COMBINAISON INTELLIGENTE DE L'HOMME ET DE LA MACHINE

La conduite autonome va inévitablement changer le profil de poste des chauffeurs routiers. Ils vont dégager du temps pour d'autres tâches en plus de la conduite du camion: secrétariat, interaction sociale et périodes de relaxation. Les systèmes modernes d'assistance ne permettent pas seulement d'améliorer la sécurité routière mais aussi de soulager le stress des chauffeurs.

«Les systèmes d'assistance modernes réduisent le stress des chauffeurs et contribuent donc à renforcer la sécurité routière. Malgré une densité accrue du trafic et une hausse d'environ 80 pour cent du volume de marchandises transportées par la route, le nombre d'usagers de la route tués ou grièvement blessés dans des accidents impliquant des camions a diminué de moitié. Tout indique qu'en poursuivant le développement de ces systèmes d'assistance et leur mise en réseau intelligente cette tendance positive se prolongera à l'avenir», précise M. Klaus Ruff, directeur adjoint de la prévention de l'Association professionnelle du transport de marchandises d'Allemagne.

Une conduite beaucoup plus relâchée aura un effet bénéfique sur la santé des chauffeurs. Les facteurs de stress liés aux activités de conduite proprement dites sur les grands axes routiers d'Europe seront considérablement réduits. Le changement de position assise pendant la conduite autonome signifie aussi que le chauffeur n'est plus condamné à garder la même posture, qu'il gagne en liberté de mouvement et peut même effectuer de légers exercices de relaxation en période de transit.

Avec le camion du futur 2025, le chauffeur n'est pas seulement délivré des tâches monotones mais il gagne du temps pour communiquer avec l'extérieur et pour d'autres

tâches. Il passe de son «travail au volant» à son «travail de bureau». Ces activités concernent des tâches jusque-là réservées aux expéditeurs, ou des contacts avec les amis, la famille et les collègues.

Les artisans-chauffeurs peuvent effectuer leur travail administratif à leur convenance pendant ces déplacements, ce qui leur évite de travailler le soir ou le week-end et sans avoir à déléguer à d'autres personnes. Les mots magiques sont la connectivité et la mise en réseau. Le système de «pilotage automatique» est toujours activé en cas de besoin. Facturer la dernière opération de transport ou remplir la déclaration de TVA du mois passé pendant le déplacement ne relève plus du rêve mais de la réalité.

En utilisant la voie électronique, le chauffeur peut aisément communiquer avec d'autres personnes. Les chauffeurs peuvent prendre des rendez-vous, obtenir des informations sur la circulation ou sur les points de chargement et de livraison, se retrouver pour déjeuner, s'occuper de leurs affaires personnelles et participer à d'autres activités sociales.

L'un des avantages est la possibilité de réserver un espace de stationnement dans une aire de service ou un relais routier pendant le trajet. Le chauffeur pourra prendre connaissance du menu en ligne, réserver un cabinet de toilette et commander un repas à l'heure qui lui convient. Une confirmation sera envoyée directement à la cabine, y compris l'heure et le numéro de la place de stationnement.

«Avec la conduite autonome, le camion et son chauffeur forment plus que jamais une équipe, une combinaison intelligente, pleine de ressources et rentable de l'homme et de la machine», conclut M. Bernhard.



L'étude «Rapports mondiaux sur le transport», conduite par des spécialistes de l'entreprise de conseil ProgTrans, prédit que les volumes de transport de fret dans l'Union européenne vont augmenter d'environ 20 pour cent entre 2008 et 2025.

Les parts de marché des différents modes de transport devraient rester pratiquement identiques. Les camions vont continuer de représenter environ 75 pour cent de l'ensemble du fret transporté par la route dans l'Union européenne. Rien qu'en Allemagne, le volume du transport routier va augmenter et passer de 3,7 milliards de tonnes aujourd'hui à presque 5,5 milliards de tonnes en 2050, selon le ministère des Transports et des Infrastructures numériques de ce pays. Réduire le coût de ces cargaisons permettrait de doper la croissance économique.

IMPACT SUR L'EMPLOI

Cette impulsion serait la bienvenue, notamment parce que la concurrence et les pressions sur les coûts augmentent dans le secteur du transport de marchandises. La hausse des prix du carburant, les péages routiers et les réglementations environnementales plus strictes renchérissent l'achat et l'exploitation des camions, et il devient de plus en plus difficile de trouver des chauffeurs routiers qualifiés.

Le système de pilotage automatique va nettement revaloriser le profil professionnel des routiers. Cela ne va pas seulement les libérer de l'exécution de tâches monotones; cela va aussi leur donner plus de temps pour effectuer des tâches qui étaient auparavant gérées par les employés de bureau des sociétés de transport. En d'autres termes, les camionneurs pourront accéder à de nouveaux postes de responsables transport, ce qui rendra la profession de routier plus attrayante.

Ainsi, la conduite autonome va aussi contribuer à résoudre la pénurie de chauffeurs routiers.

RENDRE LE MÉTIER PLUS ATTRAYANT

«Si les travailleurs se rendent compte que les technologies modernes facilitent leur travail, cela va contribuer à augmenter l'attrait pour la profession. D'ores et déjà, les bons chauffeurs choisissent des sociétés qui leur fournissent, entre autres, des véhicules modernes afin d'arriver chez le client et de rentrer à la maison sains et saufs», explique M. Ruff.

M. Luft et ses collègues acquiescent: «Il est clair que nous voudrions tous essayer la conduite autonome pour mesurer son utilité pour notre travail au quotidien.»

Quand on lui demande s'il peut envisager des camions entièrement automatisés sans chauffeur à bord, M. Ruff pense toujours que c'est difficile à imaginer, toutefois il ne veut «pas en exclure la possibilité». Michael Brecht est d'accord mais ne s'attend pas à voir de camion sans chauffeur avant plusieurs décennies.

A long terme, les véhicules sans conducteur pourraient mettre les chauffeurs de camion et de taxi au chômage – ou ils pourraient leur permettre d'être plus productifs pendant le temps qu'ils passaient à conduire. Ils pourraient même gagner plus d'argent. Mais, pour obtenir les meilleurs résultats, les routiers auront besoin de nouvelles compétences pour occuper ces nouveaux types d'emploi.

Michael Brecht résume la discussion: «Quand nous discutons de cela avec la direction, il devient clair que nous ne devons pas nous engager dans la conduite autonome aveuglés par l'euphorie.»

© Antonio Ponte (CC)





© Mark Strozier (CC)

Un monde du travail en mutation

Par Raymond Torres, directeur du Département de la recherche de l'OIT

Le monde du travail connaît à nouveau un processus de transformation, avec d'importantes répercussions pour tous les travailleurs et travailleuses du monde entier – comme le montre l'article sur le «camion du futur 2025». Les frontières de l'emploi, du travail et de l'entreprise se déplacent, souvent mues par les nouvelles technologies, ce qui soulève d'importantes questions politiques.

Les emplois seront-ils assez nombreux?

Pour commencer, l'économie mondiale n'est pas en mesure de créer suffisamment d'emplois décents pour réduire le sous-emploi et répondre aux besoins d'emploi de plus de 40 millions de personnes qui arrivent sur le marché du travail chaque année. La croissance mondiale de l'emploi est bloquée

à un taux d'environ 1,4 pour cent par an depuis 2011.

Bien que la comparaison soit avantageuse par rapport à la période de crise (2008-2010), quand la croissance de l'emploi était en moyenne d'à peine 0,9 pour cent, elle reste nettement inférieure au taux annuel de 1,7 pour cent obtenu entre 2000 et 2007.



© Fiat Chrysler Automobiles (CC)



© OIT/Marcel Crozet

Raymond Torres

Certains analystes affirment que le ralentissement de la croissance de l'emploi pourrait s'accroître, illustrant les effets durables du bouleversement technologique. Les robots et les processus automatisés semblent venir remplacer les emplois à un rythme accéléré.

D'autres croient que les nouvelles technologies vont offrir d'importantes perspectives d'emploi qui viendront contrebalancer toute incidence négative sur l'emploi, comme cela s'est passé dans les phases antérieures du capitalisme.

Une chose est claire: la capacité de l'économie mondiale à créer assez d'emplois dépend essentiellement de la réponse politique aux nouvelles technologies et aux insuffisances de la demande et d'autres grands facteurs comme les opportunités liées à l'écologisation de l'économie.

Quels sont les changements relatifs aux méthodes de travail et aux employeurs?

Avec la prolifération de nouvelles formes de travail, nous sommes témoins d'une rupture radicale avec la relation d'emploi habituelle.

Dans plusieurs économies avancées, le nombre de travailleurs qui touchent un traitement ou un salaire au titre d'un contrat à durée indéterminée a reculé. Un nombre grandissant de travailleurs, auparavant employés en tant que salariés dans des entreprises, travaillent maintenant à leur compte.

Dans les économies émergentes et en développement comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, la hausse tendancielle de l'incidence de l'emploi salarié et rémunéré a considérablement ralenti. Dans les économies émergentes, ces types d'emplois représentent 59 pour cent de l'emploi total et le chiffre chute même à 28 pour cent dans les pays en développement à «faible revenu».

Alors que la relation de travail subordonné perdait de sa stabilité, l'emploi temporaire a augmenté dans la plupart des économies avancées ces dix dernières années. De la même manière, les travailleurs ont des plannings plus variés, avec toujours plus de travail à temps partiel, de télétravail, etc. Dans les économies émergentes et en développement, l'emploi informel et non déclaré reste la norme.

La technologie n'a pas seulement changé les modes de travail, faisant de l'emploi à plein temps et à vie une relique du passé, elle a aussi modifié la nature des tâches exécutées par les employés. Les tâches non routinières et les métiers de contact (humain) se développent, tout simplement parce que de nombreuses tâches routinières peuvent être remplacées par des procédés numériques.

La redéfinition de notre vision traditionnelle de la relation de travail représente un défi pour les institutions du marché du travail. Comment peuvent-elles garantir un niveau approprié de couverture et de protection pour ces différentes formes de travail? Que peuvent faire



les politiques pour s'assurer que ces transformations n'exacerbent pas les inégalités mais améliorent plutôt les perspectives de participation au marché du travail?

Les systèmes de protection sociale prévalant dans de nombreux pays ne couvrent pas complètement les travailleurs qui occupent des formes d'emploi atypiques. Même quand la législation garantit la sécurité sociale aux travailleurs atypiques, le niveau réel de couverture est souvent plus faible que celui des travailleurs bénéficiant de contrats de travail standards.

Comment l'entreprise évolue-t-elle?

L'accélération de la mondialisation s'est accompagnée de nouveaux modes de production. Davantage d'entreprises sont en concurrence à l'échelon local comme à l'échelle internationale. Avec ces changements, un nombre grandissant de pays ouvrent leurs marchés au commerce, à l'investissement et aux flux de capitaux.

De ce fait, la proportion de travailleurs participant à l'économie mondiale a plus que doublé au cours des vingt dernières années. La production est de plus en plus organisée selon des chaînes de valeur mondiales avec un rôle accru de la finance, qui a un impact considérable sur l'économie réelle, l'investissement productif et la distribution des revenus.

De nombreuses économies en développement essaient maintenant de rattraper rapidement leur retard technologique sur les pays industrialisés. Une série de pays pauvres et moins avancés ne sont toutefois pas encore engagés sur ce terrain et doivent démontrer qu'ils peuvent parvenir à une croissance économique durable. Le mot-clé

ici, c'est «durable» – parce que, si le changement climatique n'est pas sérieusement combattu par chacun des pays, nous serons à coup sûr confrontés à des pertes massives à l'échelle mondiale, pas seulement en termes d'emploi et de production, mais en termes de vies humaines.

Nous observons également une tendance à la contraction des entreprises. Cela reflète peut-être une externalisation accentuée et élargie, ainsi que le fractionnement de la production en différentes tâches, effectuées sur des sites disséminés partout dans le monde.

Le «travail participatif» est aussi en plein essor, qui met en relation les clients avec des fournisseurs individuels sans passer par une entreprise structurée. L'avènement d'une «économie artisanale», telle que l'a documentée Larry Katz le premier, en est un parfait exemple.

Une économie de main-d'œuvre fragmentée pourrait dégager des gains de productivité, créer des richesses et des emplois, mais pas nécessairement pour tout le monde.

Au sein des pays, en plus des inégalités entre riches et pauvres, il semble que les disparités entre hommes et femmes ne se soient pas dissipées.

En résumé, le monde du travail est confronté à une transformation majeure. Il est indispensable que les politiques s'emparent du changement en vue de renforcer les possibilités de travail décent. Les tendances structurelles actuelles vont permettre de jeter un regard neuf sur le rôle des réglementations, de la protection sociale, de l'élaboration tripartite des politiques et de l'OIT elle-même.

ENTRER DANS L'ÉCONOMIE FORMELLE

Reconstruire en mieux aux Philippines

Les délégués à la Conférence internationale du Travail de 2015 devraient adopter une recommandation qui donnera aux 185 Etats Membres de l'OIT des orientations sur les manières de faciliter la transition de l'économie informelle à l'économie formelle. Les activités de l'OIT aux Philippines illustrent parfaitement cette transition: elles ont notamment apporté aux victimes du typhon le revenu immédiat dont elles avaient cruellement besoin, mais aussi un salaire minimum garanti, une protection sociale et la sécurité et la santé – autant de progrès sur la voie du travail décent.

Par Jean-Luc Martinage
Photos: Marcel Crozet, OIT

DAVAO (Mindanao, Philippines) – Purok 35 Bucana est un bidonville situé le long de la route principale très fréquentée qui relie l'aéroport de Davao, sur l'île de Mindanao, au centre-ville. Quelque 500 personnes vivent dans ce quartier informel comme il en existe tant d'autres dans cette ville de 1,5 million d'habitants.



Marilyn

Arpentant un chemin boueux d'un mètre de large à travers le site, nous rencontrons Marilyn, 45 ans. Sa petite épicerie (dénommée sari-sari) semble être le point de rencontre pour ceux qui vivent dans cette zone. Sur la devanture, une publicité vante les produits de beauté locaux qu'elle vend à crédit.

Marilyn gagne 200 pesos par jour (environ 4,50 dollars) – mais elle doit aussi rembourser un emprunt de 1200 pesos (26 dollars) à un taux de 20 pour cent mensuel. Sur place, ce système est appelé 5-6 (vous remboursez 6 pesos pour 5

empruntés). En d'autres termes, elle a été victime d'un usurier.

La commerçante est arrivée à Davao avec son mari il y a cinq ans. «Il souffrait de graves blessures à la tête après une bagarre avec d'autres mineurs à Diwal-Diwal, une mine d'or dans la province de Compostela.»

Sans assurance santé, il a dû être transporté à l'hôpital de Davao où, heureusement, une ONG a financé son coûteux traitement. «Il me donne un coup de main à la boutique maintenant», explique Marilyn.

Julius Aparente, 24 ans, est l'un de ses fournisseurs. Nous le retrouvons en contrebas du chemin de terre. Il fait bouillir des œufs de cane qu'il vend dans la rue et partage les 180 pesos (4 dollars) gagnés chaque jour avec Virgilio, 49 ans, le propriétaire du *balut* (le lieu où sont cuisinés les œufs). Julius gagne par ailleurs 250 pesos



Julius Aparente

(5,50 dollars) par jour comme intérimaire: il travaille au noir dans le bâtiment et touche moins que le salaire minimum.

Comme les revenus de Julius sont irréguliers – il doit parfois attendre trois ou quatre mois pour trouver un nouvel emploi dans le bâtiment –, il est heureux de gagner ses 90 pesos en vendant des œufs pour Virgilio.

QUATRE TRAVAILLEURS SUR DIX DANS L'ÉCONOMIE INFORMELLE

Les Philippines, comme beaucoup d'habitants d'autres pays en développement, sont familiers des histoires de Marilyn, Julius et Virgilio.

Les travailleurs qui occupent des emplois vulnérables, souvent désignés comme l'économie informelle, n'ont généralement d'autre choix que d'accepter n'importe quel travail pour survivre. Ils ont non seulement du mal à gagner leur vie mais ils sont aussi privés de protection sociale, de défense de leurs intérêts et des garanties juridiques de la législation du travail.

L'OIT estime qu'au moins 40 pour cent de la main-d'œuvre mondiale travaillent de manière informelle, et certains observateurs avancent un chiffre encore plus élevé. Le terme «économie informelle» désigne toutes les activités économiques qui – en droit ou en pratique – ne sont pas couvertes par des dispositions formelles.

REBÂTIR LES COMMUNAUTÉS

Toutefois, les choses changent – sur l'île de Mindanao et ailleurs. A seulement quelques centaines de kilomètres au nord de Davao, le village de Sibahay offre un bon exemple. Cette petite communauté de pêcheurs a été durement frappée par le typhon Bopha, appelé Pablo sur place, en décembre 2012. Les zones de pêche qui généraient les revenus du village ont été totalement dévastées.

«Avec Bopha, j'ai tout perdu. Mes cocotiers détruits, je n'avais plus d'autre source de revenu que la pêche», se souvient Richard Orcales, pêcheur et membre de l'association des pêcheurs de Sibahay.

L'OIT, avec l'appui du gouvernement australien et des communautés locales, a aidé les pêcheurs à reconstruire de meilleures structures, ainsi qu'à entreprendre les premières démarches pour rejoindre l'économie formelle.

TIRER PARTI DE LA FORMALISATION

«A Sibahay, comme dans beaucoup d'autres régions affectées par des catastrophes naturelles aux Philippines ces dernières années, nous avons aidé des personnes à reconstruire leur vie en garantissant une couverture pour les salaires, la sécurité sociale, l'assurance santé et accident des travailleurs», explique le directeur du bureau régional de l'OIT, Lawrence Jeff Johnson. «De nombreuses personnes bénéficiaient pour la première fois des changements positifs qu'apporte l'accès au travail décent et à la protection sociale.»



Les pêcheurs dont les moyens de subsistance avaient été détruits par le typhon Bopha participent actuellement aux efforts de reconstruction de l'OIT à Mindanao.



Dans le cas de Sibahay, des équipements de protection et des outils pour construire un vivier à homards ont été fournis. Cela a permis à des pêcheurs comme Richard Orcales d'avoir un revenu, de travailler en toute sécurité et de subvenir aux besoins de leurs familles, en travaillant sur ce site en attendant que les zones de pêche se reconstituent.

D'autres projets ont aidé les rescapés du typhon à rester à proximité de leur maison dans les zones affectées de Mindanao, plutôt que de déménager vers de grandes villes comme Davao, ou vers Manille, la capitale du pays. Ces projets les ont protégés de l'exploitation et de conditions de vie précaires, comme celles qu'endurent Marilyn et son mari dans le bidonville de Bucana.

En juin 2014, la 103^e session de la Conférence internationale du Travail a conclu que la plupart des individus n'entraient pas dans l'économie informelle par choix mais du fait du manque d'opportunités dans l'économie formelle. Elle a aussi affirmé que les travailleurs de l'économie informelle pouvaient avoir un fort potentiel entrepreneurial si leur transition vers l'économie formelle était facilitée.

De nouvelles discussions relatives à la transition vers l'économie formelle devraient avoir lieu à la Conférence de cette année. Les délégués des gouvernements, des employeurs et des travailleurs devraient adopter une recommandation offrant aux 185 Etats Membres de l'OIT des orientations sur la manière de faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

MONOTAXE: PROMOUVOIR LA FORMALISATION ET LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS D'URUGUAY

Pour les travailleurs qui passent de l'économie informelle à l'économie formelle, l'une des avancées est l'accès à la protection sociale. Cependant, les travailleurs indépendants sont souvent découragés de se régulariser en raison des obstacles administratifs et du manque d'incitations à payer des charges.

En Uruguay, l'administration de la sécurité sociale et le fisc ont décidé de s'associer pour établir un régime simplifié et unifié de collecte pour les petits contribuables, appelé monotaxe («Monotributo»). Les personnes couvertes par le dispositif ont droit aux mêmes prestations de sécurité sociale que les travailleurs de l'économie formelle.

Les cotisations à la monotaxe sont collectées par l'Institut de sécurité sociale uruguayen (BPS – Banco de Previsión Social). Une partie des paiements est transférée par le BPS aux autorités fiscales. La fraction restante est utilisée par le BPS pour financer les prestations de sécurité sociale pour les adhérents au système et leurs familles.

«Le système de monotaxe s'est avéré un outil efficace pour la formation de micro et petites entreprises, ainsi que pour l'extension de la couverture de sécurité sociale aux travailleurs indépendants, aux femmes en particulier», a déclaré Isabel Ortiz, directrice du Département de la protection sociale à l'OIT.

Grâce aux réformes innovantes associées à la monotaxe, moins de trois ans après la mise en œuvre réelle de la nouvelle loi (juin 2007), le nombre d'entreprises et de travailleurs couverts par le système a triplé. En 2011, la «monotaxe sociale» a été créée en tant que régime spécial pour les entreprises individuelles et les coentreprises.

La monotaxe sociale est accessible aux individus appartenant à des ménages dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté ou dans une situation de vulnérabilité socio-économique. Cela a renforcé le succès du dispositif qui attire des milliers de nouvelles entreprises et nouveaux membres chaque année.

Des expériences du même type ont été menées avec succès dans d'autres pays d'Amérique latine, à savoir l'Argentine, le Brésil et l'Equateur.



En première ligne, dans les usines **DU BANGLADESH**

REPORTAGE PHOTO

Par Steve Needham

La perte de 1136 vies lors de l'effondrement du Rana Plaza en avril 2013 a mis en évidence la nécessité absolue de garantir des conditions de travail sûres et acceptables dans l'industrie textile bangladaise.

Des efforts sans précédent, impliquant les pouvoirs publics, les organisations d'employeurs et de travailleurs, les marques et les distributeurs, la société civile, ainsi que l'OIT, ont été accomplis pour renforcer la sécurité au travail et améliorer les droits des travailleurs dans ce secteur.

En plus de l'urgence à inspecter toutes les usines textile pour évaluer leur sécurité structurelle, électrique et incendie, le système d'inspection du travail a clairement besoin d'une refonte complète.





■ En quelques décennies seulement, l'industrie textile du Bangladesh s'est développée pour devenir la deuxième au monde.

C'est pourquoi le gouvernement du Bangladesh a pris plusieurs grands engagements pour reconstruire le Département de l'inspection des fabriques et des bâtiments (DIFE en anglais). Le service d'inspection a été modernisé, une direction de haut niveau mise en place, le budget augmenté et de nouveaux inspecteurs recrutés. L'OIT appuie ce processus par le biais de

son programme relatif aux conditions de travail dans le secteur du prêt-à-porter, financé par les Pays-Bas, le Canada et le Royaume-Uni. Les mesures prises pour renforcer les capacités du service d'inspection concernent la formation, les ressources et la planification stratégique. Parmi les nouveaux inspecteurs recrutés, formés par l'OIT, Farzana Islam, 27 ans. Nous l'avons suivie.



Farzana dans un atelier. Les inspecteurs du travail doivent trouver un juste équilibre entre le fait de prodiguer des conseils aux employeurs et aux travailleurs et celui de faire appliquer la loi.



Farzana et ses collègues doivent relever un immense défi: dans le secteur du textile et de l'habillement du Bangladesh, on dénombre plus de 3500 usines orientées à l'export. Elles forment l'épine dorsale de l'économie, représentant plus de 80 pour cent des recettes d'exportation.



Le premier défi pour les inspecteurs du travail est d'accéder effectivement aux usines qu'ils doivent visiter. L'OIT a fourni 95 motos au DIFE afin d'accroître la mobilité de ses inspecteurs. Cependant, il est encore rare d'apercevoir une femme conduisant une moto. Quant à Farzana, elle effectue la plupart de ses trajets jusqu'aux usines avec un moyen de transport plus lent et emblématique du Bangladesh, le cyclo-pousse.



Les inspecteurs du travail du DIFE sont en première ligne au Bangladesh pour garantir un emploi décent à près de 4,2 millions d'ouvriers du textile, dont 80 pour cent sont des femmes.



Du temps est consacré au contrôle des infrastructures non productives, telles que la cantine du personnel.



«Nous examinons les questions liées aux conditions de travail, comme la présence suffisante de lumière et de ventilation, et celles liées à la santé au travail comme la disponibilité d'eau potable et d'installations sanitaires appropriées, surtout pour les ouvrières. Nous nous entretenons avec les employés pour bien cerner la réalité», explique Farzana.



«Nous commençons nos inspections d'usine par un contrôle des documents. Nous vérifions que les salaires des ouvriers sont versés régulièrement et qu'ils ne sont pas inférieurs au salaire minimum. Nous vérifions également que l'usine dispose des licences requises et constamment renouvelées.»



■ L'incendie est une menace permanente dans les usines textile. Les inspecteurs du travail vérifient que les mesures concernant la sécurité électrique et incendie sont en vigueur et la maintenance bien effectuée.



■ Farzana passe du temps dans les ateliers à écouter, parler, regarder et prendre des notes. Avec le temps et l'expérience, les inspecteurs ont pu développer une analyse approfondie des rouages de l'industrie textile. Ils mettent aussi leurs compétences utilisées dans les fabriques et les bâtiments à la disposition d'autres secteurs dans tout le Bangladesh.



■ Un relevé détaillé est soigneusement conservé à l'issue de la visite d'inspection.

LES PME EN AMÉRIQUE LATINE



© SCORE

Le chemin de la productivité

En Colombie, un fabricant de chaussures essaie d'améliorer sa compétitivité en instaurant des mécanismes pour améliorer la coopération au travail. La méthodologie SCORE de l'OIT est déjà appliquée par 545 petites et moyennes entreprises (PME) dans neuf pays.

Par Luis Cordova

MEDELLIN (Colombie) – Quand ils ont décidé de créer une fabrique de chaussures pour enfants en 2008, Robinson Montoya et son associé Oscar Tabares ont envisagé de vendre leurs produits dans les principaux magasins de la ville colombienne de Medellin.

Après sept ans de croissance ininterrompue, ils sont devenus plus ambitieux et ont souhaité exporter vers l'ensemble du marché latino-américain. La société, Calza Kids, a démarré avec deux employés – elle en compte aujourd'hui plus de 80.

«Dès le début, notre objectif était d'offrir un emploi et un revenu stables à des hommes et des femmes et à leurs familles, tout en proposant un produit de qualité à un prix raisonnable», explique M. Montoya qui dirige actuellement la production.

Une des principales difficultés pour développer l'entreprise était de trouver les moyens de la gérer durablement. La méthode retenue a été d'accroître la productivité, la compétitivité et d'améliorer les conditions

de travail comme piliers d'un développement commercial durable.

«La première chose que nous avons faite quand nous avons opté pour cette voie fut d'établir au sein de la société une Equipe d'amélioration de l'entreprise chargée de développer la coopération sur le lieu de travail», ajoute M. Montoya.

UNE APPROCHE PARTICIPATIVE

Cette nouvelle approche, qui a été instaurée en 2013 dans la société, est fondée sur le partage des contributions et des idées de tous les employés, de l'encadrement comme des ouvriers, impliqués dans la production et la commercialisation des chaussures. «Les employés ont pu contribuer à notre réussite en apportant leurs idées et en exprimant leurs besoins. Ils participent donc activement aux améliorations de notre organisation», indique M. Montoya.

Renforcer la coopération au sein de la société relève de la méthodologie proposée par le programme SCORE de l'OIT qui soutient le développement des PME.



© SCORE

Actuellement, SCORE est mis en œuvre dans neuf pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et comprend des projets impliquant 545 entreprises et plus de 155 000 travailleurs formés.

SCORE encourage un changement dans le style de gestion en soutenant les améliorations de l'environnement de travail et des relations entre employés et dirigeants, avec l'appui des agences de développement de Norvège (NORAD) et du Secrétariat d'Etat suisse à l'Economie (SECO).

«L'un des principaux objectifs du programme est de promouvoir un modèle de gestion qui agisse favorablement sur la viabilité économique des petites entreprises et sur l'environnement de travail pour les employés. Les PME sont les principaux pourvoyeurs d'emploi en Amérique latine mais elles se caractérisent aussi par de graves déficits de travail décent, d'où l'urgence de consolider leur productivité et leurs conditions de travail», déclare Philippe Vanhuynegem, spécialiste principal des entreprises de l'OIT, chargé de l'appui au programme SCORE dans la région andine.

UNE OFFRE COMPLÈTE POUR LES ENTREPRISES

Le Centre d'excellence et de méthodologie de SCORE pour l'Amérique latine propose une formation commerciale complète et une assistance technique en cinq modules – coopération sur le lieu de travail, gestion de la qualité,

production plus propre, gestion des ressources humaines et sécurité et santé au travail – qui forgent une culture du dialogue entre les employés.

«Les entreprises qui adoptent cette méthodologie gèrent deux dimensions essentielles: la durabilité et la productivité», reprend M. Vanhuynegem. «Nous proposons une culture de progrès permanent au sein des unités de production, tant pour les dirigeants que pour les ouvriers.»

SCORE a pour objectif de réduire les défauts de fabrication, les accidents du travail et l'absentéisme, de favoriser la réduction des coûts et le dialogue entre employeurs et employés, ce qui aboutit à une compétitivité accrue et au mieux-être social. «Les gains de productivité sont essentiels dans ce processus, si nous voulons que davantage d'entreprises adoptent de bonnes pratiques professionnelles», conclut le spécialiste de l'OIT.

Ce programme est maintenant mis en œuvre dans des pays aussi divers que le Ghana, la Chine, l'Indonésie et le Bangladesh. En Amérique latine, SCORE est opérationnel au Pérou, en Bolivie et en Colombie.

Un programme pilote a été lancé au Pérou en 2013 avec l'appui du gouvernement, des employeurs et des travailleurs, au bénéfice de 12 entreprises agroalimentaires qui représentent près de 3800 travailleurs. En Bolivie, le programme SCORE est géré par un comité tripartite soutenant 14 entreprises et 4600 employés du secteur de

LA PROMOTION DES PME EST ESSENTIELLE POUR LA CRÉATION D'EMPLOIS

Les délégués à la Conférence de juin 2015 vont aussi débattre d'une question inscrite à l'ordre du jour concernant «Les petites et moyennes entreprises et la création d'emplois décents et productifs».

La promotion des PME est essentielle dans le travail de l'OIT, étant donné le grand nombre de personnes employées dans des PME. Les services de conseil de l'Organisation sur les politiques en faveur des PME sont très demandés par les Etats Membres de l'OIT – une demande qui s'est accrue ces dernières années, du fait des énormes problèmes d'emploi auxquels sont confrontés de nombreux pays développés et en développement. Le rapport de l'OIT* préparé en vue de la discussion générale contient les dernières informations sur l'important rôle joué par les PME pour favoriser la croissance de l'emploi et de l'économie et examine l'efficacité des mesures d'appui aux PME. Selon le rapport, les trois plus fortes contraintes qui pèsent sur la croissance des PME sont l'accès au financement, l'utilisation de l'électricité et la concurrence du secteur informel. Dans ce contexte, le rapport évalue l'efficacité des politiques relatives aux PME et dans quelle mesure elles contribuent à la réalisation des priorités de l'OIT.

* Rapport IV: Les petites et moyennes entreprises et la création d'emplois décents et productifs, OIT, Genève (ISBN 978-92-2-229011-6).

l'industrie manufacturière. En Colombie, Calza Kids est l'une des 49 entreprises qui participent au programme. La plupart d'entre elles appartiennent au secteur du textile ou des fleurs coupées. Une fois que SCORE aura démontré son efficacité, sa méthodologie devrait être institutionnalisée et dupliquée dans d'autres entreprises et régions des trois pays.

UNE BOÎTE AUX LETTRES POUR DE NOUVELLES IDÉES

«Nous avons mis en place une boîte aux lettres afin que nos collaborateurs puissent apporter leurs idées et dire ce qu'ils souhaiteraient changer», explique Guillermina Muñoz, opératrice machine chez Calza Kids. Elle fut l'une des personnes sélectionnées pour participer à «l'équipe d'amélioration» de l'entreprise. Quinze des 64 idées recueillies ont été mises en œuvre en l'espace d'un mois.

L'ensemble des acteurs concernés reconnaissent que la productivité a progressé grâce à une amélioration substantielle de l'organisation du travail, de l'environnement et de la coordination des équipes. Le prochain défi consistera à faire encore progresser cette approche, en particulier pour renforcer la compétitivité sur les marchés internationaux.

© SCORE



Vies et visages des travailleurs

Photos: Marcel Crozet, OIT; SCORE



et des employeurs de PME



A woman with dark hair and glasses, wearing a white lace dress, stands in an office. She is smiling and holding a stack of papers. In the background, there is a desk with a green file organizer, a telephone, and various office supplies. The text 'PROTÉGER LES TRAVAILLEURS' is overlaid on the right side of the image.

PROTÉGER LES TRAVAILLEURS

dans un milieu de travail qui change



© OIT/Marcel Crozet

Manuela Tomei

En juin 2015, pendant la 104^e session de la Conférence internationale du Travail, les gouvernements, les employeurs et les travailleurs vont débattre de l'objectif stratégique de la protection sociale (protection des travailleurs). Le magazine *Travail* s'est entretenu avec Manuela Tomei, directrice du Département des conditions de travail et de l'égalité, au sujet des questions liées à la protection des travailleurs dans un monde du travail en mutation.

1) La protection des travailleurs est un vaste concept. Que signifie-t-elle?

Oui, la protection des travailleurs est un vaste concept; elle est aussi au cœur du mandat de l'OIT. Les quatre domaines d'action qui seront abordés pendant la discussion récurrente de la Conférence – les salaires, le temps de travail, la sécurité et la santé au travail, et la protection de la maternité – étaient déjà des préoccupations majeures en 1919 quand l'OIT fut fondée et, alors que nous allons bientôt entamer notre deuxième centenaire, ce sont toujours des questions essentielles.

La protection des travailleurs découle des valeurs fondatrices de l'OIT selon lesquelles le travail n'est pas une marchandise et l'amélioration des conditions de travail est indispensable à la justice sociale, à la prospérité des pays et à une paix durable et universelle. Dans son acception la plus simple, elle consiste à protéger les travailleurs de l'exploitation, des risques de maladie ou des dangers, de revenus excessivement bas ou irréguliers, d'horaires de travail imprévisibles et d'une durée du travail excessive. Elle garantit que les travailleurs et leurs familles ont le droit de poursuivre leur bien-être matériel dans des conditions de liberté, de dignité et de sécurité.

Le rapport de la Conférence analyse la protection des travailleurs et identifie les éventuels sujets qui posent problème dans les quatre domaines d'action en fonction de trois déterminants essentiels: la couverture des mesures de protection des travailleurs, le niveau de protection et le degré de conformité au droit.

La «couverture» indique si le travailleur est couvert par la législation, ou par un autre mécanisme réglementaire comme la négociation collective. Historiquement, certains secteurs économiques et professions, comme les travailleurs agricoles et les travailleurs domestiques, ont été exclus de la couverture du droit du travail. Ces secteurs ont aussi moins de chance d'être couverts par des conventions collectives.

Le «niveau de protection» fait référence à la quantité et la qualité de protection offerte par la législation ou toute autre mesure réglementaire. Le niveau de protection peut être si faible que la législation n'a guère d'effet pratique sur les travailleurs ou les entreprises. Par exemple, un salaire minimum fixé trop bas pour avoir le moindre impact ou l'absence de disposition relative au congé de maternité rémunéré. Par ailleurs, le niveau de protection peut être fixé à un niveau tellement élevé que les entreprises ont du mal à respecter la loi.

La «conformité» indique si la législation est respectée dans la pratique. La conformité au droit est faible dans les pays qui se caractérisent par une vaste économie informelle. Toutefois, les données empiriques montrent que le droit formel influence les pratiques en cours dans l'économie informelle (souvent en ce qui concerne le salaire minimum, la limitation de la durée horaire ou les congés). Il peut être plus difficile d'assurer la conformité quand les droits et obligations respectifs des parties ne sont pas clairs ou quand il y a des lacunes dans la législation.

2) A-t-on progressé en matière de protection du travail? Quels sont les principaux enjeux?

Il reste de nombreux défis, existants ou nouveaux, en ce qui concerne la protection des travailleurs. Mais nous devons aussi reconnaître que des progrès ont été accomplis.

Pour commencer, les responsables politiques du monde entier ont continué à instaurer et appliquer des lois respectueuses des limites de la durée hebdomadaire de travail, de la sécurité et la santé au travail, de la durée et de la rémunération du congé maternité et de l'introduction ou l'extension du salaire minimum légal aux catégories de travailleurs jusque-là exclues.

Presque tous les pays fixent des limites à la durée hebdomadaire de travail. Le nombre moyen d'heures travaillées continue de reculer dans le monde entier: il est passé de 2500 à 3000 heures annuelles par travailleur au début du XX^e siècle à moins de 2000 heures par travailleur dans les pays industrialisés en l'an 2000. La moyenne annuelle d'heures est plus proche de 1500 dans plusieurs pays comme la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, notamment en raison de l'essor du travail à temps partiel et du travail temporaire, et aussi de la multiplication de dispositions relatives au congé annuel.

Au cours des dix dernières années, les salaires minima ont effectué un retour en force. Des pays qui n'avaient jamais légiféré auparavant sur ce thème ont adopté un salaire plancher, comme la Malaisie, le Cabo Verde et plus récemment l'Allemagne. De ce fait, en 2015, environ 90 pour cent des Etats Membres de l'OIT s'étaient dotés de législations ou conventions collectives comportant des dispositions relatives au salaire minimum. De plus, beaucoup de pays ont pris des mesures pour étendre la protection du salaire minimum aux travailleurs domestiques suite au succès de la convention n° 189 de l'OIT sur le travail domestique.

La protection de la maternité a également été étendue, se rapprochant de périodes de congé maternité égales ou supérieures à la norme de 14 semaines de l'OIT. Davantage de pays prennent des mesures pour financer le congé maternité par le biais de la sécurité sociale plutôt qu'en imposant ce fardeau aux employeurs. En 2013, près de la moitié des 167 pays pour lesquels des données sont disponibles s'étaient dotés de dispositions relatives au congé paternité, contre 28 pour cent au milieu des années 1990.

Néanmoins, de nombreux défis demeurent.

Le plus grand défi auquel nous sommes confrontés en permanence est de voir ces avancées législatives se traduire par de meilleurs résultats pour les travailleurs et la société. Le décalage entre la législation et son application est encore trop important. C'est particulièrement vrai pour les travailleurs des secteurs et professions où la surveillance réglementaire est traditionnellement faible et où la portée de la négociation collective est limitée, comme dans l'agriculture et le travail domestique.

Ce défi législatif résulte aussi de l'évolution du monde du travail. Par exemple, les nouvelles formes de contrats créent des difficultés pour identifier les véritables employeurs et

ainsi faire appliquer leurs obligations. Femmes, jeunes, minorités ethniques et travailleurs migrants sont souvent surreprésentés dans ces secteurs et ces professions.

3) Le monde du travail est constamment confronté à de nouveaux risques liés à la sécurité et la santé au travail. Comment pouvons-nous nous montrer à la hauteur des enjeux?

La sécurité et la santé au travail (SST) ont progressé, aussi bien en termes de législation que par rapport au coût énorme que l'inaction inflige aux travailleurs, à l'entreprise, aux systèmes de santé et à la société dans son ensemble. Pourtant des catastrophes industrielles tragiques – la marée noire du golfe du Mexique, l'effondrement du bâtiment du Rana Plaza et la catastrophe minière de Soma – continuent de faire la une de l'actualité.

Comme vous l'avez souligné à juste titre, les risques se sont amplifiés. Par exemple, sur les 110 000 substances chimiques synthétiques qui sont produites en quantités industrielles, nous disposons de données fiables d'évaluation du danger pour environ 6000 d'entre elles et des limites à l'exposition ont été fixées pour seulement 500 à 600 produits chimiques dangereux. En outre, en 2020, environ 20 pour cent de tous les biens manufacturés dans le monde devraient utiliser des nanotechnologies mais on sait peu de choses sur leurs effets sur la santé.

Mais le plus grand risque, qui a contribué aux désastres mentionnés ci-dessus, concerne l'évolution rapide de l'organisation du travail, notamment le recours croissant aux contrats temporaires, l'essor du travail indépendant déguisé et surtout la sous-traitance. La formation et la représentation des travailleurs sont essentielles pour que les systèmes de SST soient efficaces. Dans le cadre de ces nouveaux aménagements contractuels toutefois, les travailleurs ont moins de chance de bénéficier de la formation requise et ne peuvent pas facilement se faire entendre en cas de danger potentiel.

Il faut reconsidérer les stratégies de conformité pour relever ces défis et trouver des mécanismes qui permettent aux travailleurs de s'exprimer, quel que soit leur statut contractuel. Nous devons mieux équiper les inspecteurs des lieux de travail et les institutions judiciaires, adopter des approches complémentaires comme les comités de SST associant employeurs et syndicats, des assurances obligatoires pour les accidents du travail, une interaction avec les autorités locales, la société civile et les organismes d'expertise.

4) La durée du travail est une autre question importante mais les tendances sectorielles et nationales sont très différentes. Une approche globale reste-t-elle possible dans ce cas?

Le temps de travail a toujours eu une double approche, combinant action globale et stratégies adaptées aux secteurs et aux professions. Par exemple, le secteur de la santé a toujours fonctionné 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, avec des lois et des conventions collectives satisfaisantes qui, dans le monde entier, régulent le travail en équipes du secteur.

Les progrès des télécommunications permettent aux travailleurs d'être connectés où qu'ils soient. Mais ils font aussi peser de nouvelles obligations sur certains travailleurs dont on attend qu'ils soient toujours disponibles. Là aussi, les entreprises et les gouvernements ont pris des mesures pour restreindre le temps de travail, en limitant les communications en dehors des heures normales de travail ou en autorisant la revendication du paiement d'heures supplémentaires.

et de réfléchir à la façon d'améliorer la protection des travailleurs dans leurs pays. De même, nous souhaitons qu'ils puissent mieux apprécier l'interdépendance entre les quatre domaines d'action afin d'améliorer l'élaboration des politiques dans leur pays.

Par exemple, les accidents du travail et les maladies professionnelles peuvent être provoqués autant par des horaires de travail trop longs ou mal programmés, que par des machines dangereuses ou l'exposition à des substances chimiques nocives. Simultanément, la longueur et l'aménagement du temps de travail peuvent avoir un impact non seulement sur la disponibilité des travailleurs pour leur famille ou leur vie sociale, mais aussi sur leur salaire. Des salaires faibles et irréguliers peuvent pousser les travailleurs à ignorer les risques ou les horaires de



© OIT/Marcel Crozet

L'encadrement de la durée du travail est aussi fondamentale pour la sécurité au travail, quel que soit le poste occupé. Les horaires de travail excessifs s'accompagnent d'un risque accru d'accidents du travail. La littérature spécialisée reconnaît depuis longtemps que travailler plus de 48 à 50 heures par semaine sur une longue période peut être néfaste pour la santé du travailleur. Nous avons aussi besoin de limiter la durée du travail pour permettre aux travailleurs de trouver un équilibre entre responsabilités professionnelles et personnelles et de participer à la vie de leur communauté.

5) Qu'attendez-vous de cette discussion?

Nous espérons que cette discussion sera l'occasion pour les mandants de l'OIT de partager leurs expériences

travail excessifs, avec des conséquences préjudiciables à leur sécurité et leur santé. L'absence de participation et de représentation, ainsi que la crainte de représailles, affaiblit la capacité des travailleurs à refuser des conditions inacceptables ou à apporter leur contribution à d'éventuelles solutions.

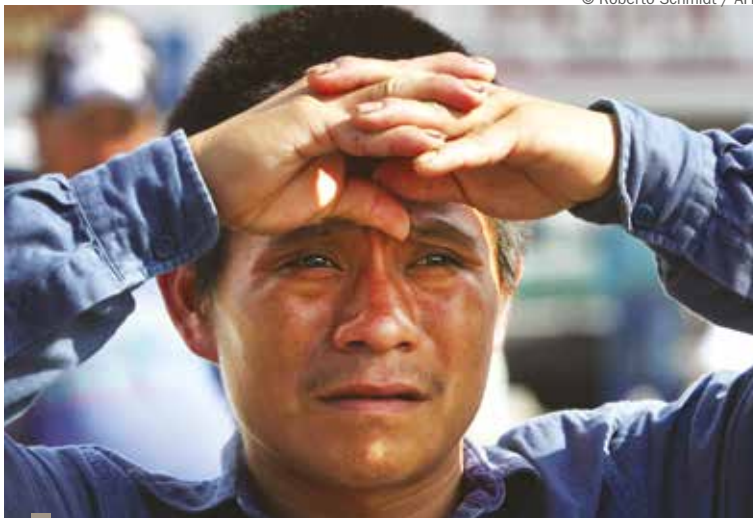
Les travailleurs jeunes, femmes ou migrants, courent davantage le risque de souffrir d'une protection des travailleurs inadaptée. Cela s'explique par des pratiques discriminatoires et des institutions qui les placent en position défavorable, y compris en leur refusant le droit de se syndiquer.

J'espère que la réflexion sur ces sujets fondamentaux aura d'importantes retombées pour les travailleurs, les employeurs et les sociétés.

Unir nos forces pour lutter contre l'esclavage moderne

Avec 21 millions de personnes victimes du travail forcé dans le monde, il faudra une coalition déterminée de partenaires, s'appuyant sur le protocole de l'OIT sur le travail forcé, pour éliminer l'esclavage moderne une fois pour toutes, affirme Beate Andrees, directrice du Programme d'action spécial de l'OIT pour combattre le travail forcé.

Dans un bureau exigü de Nottingham, au Royaume-Uni, les inspecteurs de la Gangmasters licensing authority (GLA, autorité délivrant des autorisations aux recruteurs de main-d'œuvre) évoquent le résultat d'une opération de police conjointe qui a permis l'arrestation de trois individus.



© Roberto Schmidt / AFP

Un ouvrier agricole assiste à une réunion de la Coalition des travailleurs Immokalee aux Etats-Unis.

autorités chargées d'exécuter la loi s'efforçaient d'identifier les cas et de poursuivre les délinquants. Les inspections du travail ne disposaient pas de mandat explicite ni de vision claire pour s'occuper du travail forcé. De même, on déplorait une coopération très limitée entre la police, l'inspection du travail, les syndicats et les organisations de la société civile.

Ces dix dernières années, toutefois, il est de plus en plus admis sur

Deux hommes et une femme ont été inculpés des infractions de fourniture de main-d'œuvre clandestine, traite d'êtres humains, travail forcé et blanchiment d'argent concernant des travailleurs immigrés d'Europe de l'Est, amenés en Angleterre sous le faux prétexte de travailler dans la transformation de viande et de légumes.

«Ces accusations sont le fruit de notre approche concertée avec la police et d'une compréhension grandissante du trafic de main-d'œuvre dans notre pays. Nous sommes satisfaits des résultats», déclare Paul Broadbent, directeur général de la GLA.

La GLA a été créée il y a dix ans pour prévenir l'exploitation des travailleurs et pour s'attaquer aux activités illégales et criminelles dans l'agriculture, l'horticulture et la transformation alimentaire. Depuis lors, elle a retiré 220 licences à des pourvoyeurs de main-d'œuvre qui ne respectaient pas la loi et aidé des milliers de travailleurs à faire valoir leurs droits.

Les percées réalisées par la GLA témoignent d'une tendance positive dans la lutte pour l'élimination du travail forcé que l'on observe depuis la première conférence tripartite de l'OIT sur le trafic de main-d'œuvre en 2006. A cette époque, dans de nombreux pays européens, les

le plan politique que la traite d'êtres humains et le travail forcé affectent tous les pays, et qu'une action concertée est indispensable pour inverser la tendance. Le changement de mentalité se matérialise par une nouvelle législation et des politiques destinées à lutter contre les causes économiques sous-jacentes, ou ce que l'on désigne souvent comme «l'aspect demande» du travail forcé et de la traite d'êtres humains.

C'est tout le sens du protocole sur le travail forcé, adopté par la Conférence internationale du Travail en juin 2014. Le protocole stipule que les Etats Membres devraient garantir que les secteurs public et privé agissent avec un certain soin – et toute la diligence nécessaire – pour traiter les causes profondes qui aggravent les risques de travail forcé. Les Etats Membres devraient également renforcer l'inspection du travail et d'autres services, assurant ainsi une mise en œuvre effective de la législation contre le travail forcé et la traite.

PROFITS ILLICITES

L'ampleur de la tâche ne doit pas être sous-estimée: en 2014, l'OIT a évalué les profits illicites générés par le travail forcé à 150 milliards de dollars par an. Les plus fortes marges bénéficiaires par victime se trouvaient dans les pays industrialisés où les trafiquants et les employeurs peu



Le Brésil est à la pointe du combat contre le travail forcé. En 1995, il a créé un Groupe spécial d'inspection mobile (GEFM) qui unit les efforts d'inspecteurs du travail, de procureurs et d'officiers de police spécialement formés et équipés.

scrupuleux drainent près du tiers du total des profits. Les secteurs économiques les plus exposés au travail forcé sont l'agriculture, la transformation alimentaire, la pêche, le bâtiment, l'industrie, les mines, le travail domestique et l'industrie du sexe.

Les travailleurs migrants tendent à être surreprésentés dans ces secteurs d'activité, acquittant souvent des frais exorbitants de recrutement à des intermédiaires, dans l'espoir de trouver un travail décent à l'étranger. Bien trop souvent, ces frais deviennent des chaînes invisibles, qui empêchent les travailleurs de quitter leur employeur aux pratiques abusives. La vulnérabilité des travailleurs immigrés peut encore être exacerbée par la législation sur l'immigration qui lie leur permis de travail à un employeur unique.

La pression sur les prix et les accords de sous-traitance complexes au sein des chaînes mondiales d'approvisionnement ont un impact sur le coût du travail et le traitement des travailleurs. Au Brésil et aux Etats-Unis, certains législateurs ont pour cette raison adopté des lois qui veillent à ce que les entreprises procèdent à une évaluation complète de leurs activités afin de réduire le risque de recours au travail forcé dans leur chaîne d'approvisionnement. Le résultat de cette législation, c'est une prise de conscience accrue dans les entreprises du risque que le travail forcé fait courir à leur réputation et des répercussions juridiques potentielles.

TRAVAILLER ENSEMBLE

Les partenaires sociaux jouent un rôle essentiel dans la prévention de la traite et du travail forcé en définissant les politiques, en organisant les travailleurs et en sensibilisant les employeurs. En Allemagne, la Fédération syndicale nationale DGB, avec le soutien du ministère du Travail et des Affaires sociales, a participé à la création d'une alliance de syndicats affiliés et d'organisations de la société civile, sensibilisant les autorités chargées de faire exécuter la loi et les travailleurs à la traite aux fins d'exploitation de main-d'œuvre.

Aux Etats-Unis, la Coalition des travailleurs Immokalee a été récemment distinguée par le président pour sa lutte contre l'esclavage moderne. Dans un combat qui a duré près de vingt ans, l'organisation syndicale a réussi à mettre sur pied un Programme d'alimentation équitable qui contribue à prévenir les pratiques assimilables à l'esclavage dans les fermes des Etats-Unis. Elle a fait campagne avec succès en faveur d'une revalorisation des salaires pour les ouvriers agricoles, puisque les grands distributeurs ont accepté de payer un centime de plus par livre de tomates et d'arrêter d'acheter des tomates dans les fermes qui commettent des violations des droits de l'homme.

Au Brésil, le pacte national fait la démonstration que le commerce fait aussi partie de la solution. Le pacte a rassemblé plus de 400 signataires, y compris des sociétés brésiliennes et multinationales, des syndicats et des organisations de la société civile. En signant le pacte, les entreprises ont accepté de rompre leurs liens avec des fournisseurs reconnus coupables d'utiliser de la main-d'œuvre réduite en esclavage. En plus de la prise de conscience, la pression du pacte a permis de changer concrètement les pratiques commerciales dans de nombreux secteurs et industries. Le pacte a été transformé en institut (InPacto) pour garantir sa pérennité et son impact à long terme.

Les récentes initiatives visant à répondre à la demande de travail et de services de victimes de la traite par une législation plus sévère, une inspection renforcée et l'implication des partenaires sociaux, donnent des résultats encourageants. Dans les secteurs où le respect des normes de travail s'est accru, l'identification des cas de trafic de main-d'œuvre a progressé, les auteurs ont été déférés devant la justice et les travailleurs sont mieux protégés contre les abus.

Le protocole doit être universellement ratifié et mis en pratique si nous voulons totalement éradiquer le travail forcé. Il doit être appliqué dans les pays où le travail forcé est dû à une discrimination et une pauvreté de longue date, lié à des conflits et des crises humanitaires, exercé par les autorités de l'Etat, et le résultat du trafic de travailleurs migrants.

All together
against child labour

WORLD DAY
AGAINST
CHILD LABOUR

JUNE 12



ALL
TOGETHER
AGAINST
CHILD
LABOUR

Hear the music at
ilo.org/endchildlabour



International
Labour
Organization



ALL
TOGETHER
AGAINST
CHILD
LABOUR



THOMSON REUTERS

europa café

ArtWorks

L'influence des artistes au service du changement

Le programme d'engagement des artistes de l'OIT a permis de sensibiliser de nouveaux publics à des questions telles que le travail des enfants et le travail forcé, le VIH et le sida dans le monde du travail. Il passe maintenant à la vitesse supérieure pour inciter les gens à agir.

Par Sharon Graber

L'OIT est associée depuis longtemps au monde des arts et du spectacle, avec des artistes qui font prendre conscience de problèmes variés, du travail des enfants à la lutte contre les discriminations au travail.

Prenant appui sur ces relations, le programme d'engagement des artistes, ArtWorks, fut lancé il y a deux ans et demi pour mettre en lumière les principaux problèmes du monde du travail. Depuis lors, près d'une centaine de personnalités du monde du spectacle et des sports ont fait connaître le travail de l'OIT à un plus large public, en particulier aux plus jeunes.

Des acteurs et des musiciens primés, des médaillés olympiques et d'autres athlètes de premier plan ont enregistré des messages vidéos, écrit des chansons, se sont fait photographier avec des pancartes de l'OIT et ont utilisé les réseaux sociaux pour sensibiliser au travail des enfants, au travail forcé, au VIH/sida, aux droits des peuples autochtones, à l'emploi des jeunes et aux emplois verts.

«ArtWorks offre l'occasion aux artistes et à la communauté mondiale de s'associer aux efforts des mandants de l'OIT et de contribuer à changer la vie de millions de personnes. Nous avons vu combien il est bénéfique d'avoir des artistes qui mettent leur renommée et leur talent au service des principaux enjeux de l'OIT. Par exemple, des milliers de personnes se sont ralliées à la campagne Carton rouge au travail des enfants après le lancement d'une vidéo musicale l'an dernier. Cette vidéo a aussi donné lieu à plus d'un millier d'articles de presse sur la campagne», a précisé Marcia Poole, directrice de la communication de l'OIT.

METTRE FIN À L'ESCLAVAGE MODERNE

Plus de 21 millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans le monde sont pris au piège de l'esclavage moderne – ce qui rappelle la nécessité de donner un nouvel élan à la lutte contre le travail forcé. Le protocole de la convention de l'OIT sur le travail forcé qui a été adopté par la Conférence internationale du Travail en juin 2014 est une avancée décisive dans cette direction. Le protocole s'attaque aux causes profondes du travail forcé et fournit aux gouvernements un accompagnement spécifique sur les méthodes pour en éliminer toutes les formes.

L'OIT s'est associée à la Confédération syndicale internationale (CSI) et à d'autres partenaires pour lancer une campagne de trois ans visant à promouvoir la ratification du protocole. L'objectif est d'obtenir qu'au moins 50 pays ratifient le protocole d'ici à 2018. «ArtWorks va apporter une importante contribution à cette campagne de ratification du protocole relatif au travail forcé. La mobilisation des artistes est une occasion unique de

faire connaître la réalité du travail forcé aujourd'hui et de promouvoir le protocole par le prisme de la création», a déclaré Beate Andrees, directrice du Programme d'action spécial pour combattre le travail forcé.

Le grand acteur brésilien, Wagner Moura, qui a une longue expérience en matière d'expression et d'action contre le travail forcé, s'est engagé à promouvoir la ratification du protocole, au Brésil et ailleurs.

HISTOIRES VRAIES

ArtWorks a fait appel à des artistes pour mobiliser le public grâce à la puissance des récits individuels, braquant les projecteurs sur les témoignages personnels de ceux qui, sans cela, ne pourraient pas se faire entendre. Une première série de récits a été publiée lors de la Journée mondiale contre le sida 2014 et c'est le champion olympique Greg Louganis qui présentait les vidéos des acteurs Ratidzo Mambo, Junes Zahdi et Kavi Ladnier. Ils ont partagé les véritables histoires de personnes vivant avec le VIH en Inde, au Zimbabwe et en Jordanie.

«Je suis fière d'avoir été le porte-voix de Seema en Inde et de milliers d'autres personnes comme elle qui paient le prix de leur statut de femme dans des sociétés où les reproches et la honte servent à masquer des problèmes plus graves», a déclaré Kavi Ladnier.

Greg Louganis a aussi fait part de son expérience personnelle de vie avec le VIH et des bienfaits du dépistage précoce, dans un message vidéo spécial qui faisait partie des efforts déployés par l'OIT pour promouvoir le conseil et le dépistage précoce volontaires au travail.

«Grâce à un traitement précoce, le VIH n'a pas affecté ma joie de vivre ni ma passion pour le sport», a-t-il affirmé.

«Les vidéos étaient très fortes et nous avons reçu des réactions très positives», a déclaré Alice Ouedraogo, directrice du Programme sur le VIH/sida et le monde du travail de l'OIT.

AFFICHER LA CAMPAGNE DE L'OIT SUR TIMES SQUARE

En juin 2014, la campagne Carton rouge au travail des enfants a été relancée avec une chanson spécialement écrite par les musiciens Mike Einziger et Ann Marie Simpson. Le compositeur oscarisé Hans Zimmer, le lauréat d'un Grammy Award Pharrell Williams et d'autres musiciens comme Travis Barker de Blink-182 ont aussi participé à l'enregistrement de la chanson *Til everyone can see*.

Mike Einziger et Ann Marie Simpson ont eu l'idée d'écrire une chanson après leur visite à l'OIT, où ils ont appris que 168 millions d'enfants étaient victimes du travail des enfants.

© Birdie Thompson



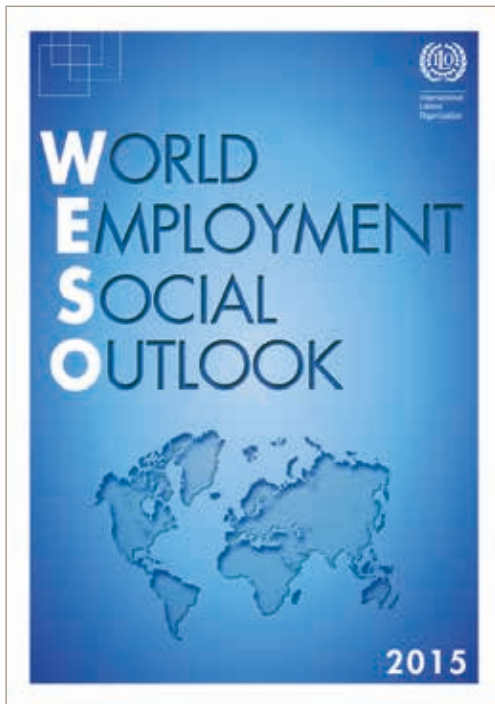
Le champion olympique Greg Louganis enregistre son message vidéo spécial pour la Journée mondiale contre le sida.

«C'est une cause qui me touche beaucoup: lorsque je pense à mon enfance et à la chance que j'ai eue d'apprendre et de jouer, je réalise que, quelque part, un musicien doué ou un enfant ayant un talent incroyable n'aura jamais la chance de développer son potentiel parce qu'il doit travailler», a expliqué Mike Einziger.

La chanson a suscité un grand intérêt des médias pour la campagne et a permis à plus de 4000 personnes d'y participer. L'engagement des artistes a abouti à l'affichage du Carton rouge au travail des enfants sur les écrans géants de Times Square à New York, à partir de la Journée mondiale contre le travail des enfants le 12 juin 2014 et pendant trois jours.

«C'était la première fois qu'une agence des Nations Unies était présente sur tous les écrans géants de Times Square et la première fois aussi que l'affichage durait plus d'un jour. Environ 300 000 visiteurs traversent Times Square chaque jour et auront pu voir ce message prônant l'élimination du travail des enfants», a précisé M^{me} Poole. «Nous voulons maintenant aller plus loin que la sensibilisation et amener les gens à agir pour le changement. Nous allons travailler plus en profondeur avec un petit nombre d'artistes engagés sur des thèmes spécifiques comme le travail forcé et le VIH/sida, et nous espérons que cela renforcera notre impact et augmentera la contribution d'ArtWorks à l'action de l'OIT.»

Pour en savoir plus sur ArtWorks, consultez iloartworks.org.



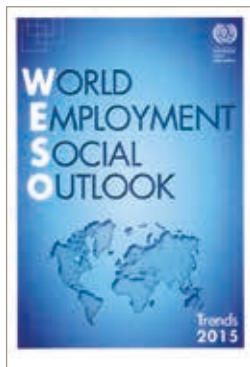
Emploi et questions sociales dans le monde 2015

OIT, Genève, 2015

Emploi et questions sociales dans le monde 2015 est le nouveau rapport emblématique de l'OIT sur les questions relatives au monde du travail. En explorant la nature interconnectée des politiques macro-économiques d'un côté et les résultats en termes d'emploi et de social d'un autre côté, le rapport analyse quelles combinaisons politiques sont les plus efficaces pour obtenir un niveau élevé d'emploi et des revenus équilibrés. La publication fournit aussi aux lecteurs les tout derniers indicateurs sociaux et relatifs au marché du travail, aux niveaux mondial et régional.

ISBN 978-92-2-129263-0

(en anglais uniquement; résumé disponible en français)
40 CHF; 40 \$; 26 £; 32 €



Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde: Tendances 2015

OIT, Genève, 2015

Les *Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde: Tendances 2015* prévoient une détérioration des niveaux mondiaux de chômage et en explique les facteurs sous-jacents, notamment la persistance des inégalités et le déclin de la part des salaires. Le rapport s'intéresse aux moteurs de l'émergence de la classe moyenne dans le monde en développement, ainsi qu'au risque de troubles sociaux, en particulier dans les zones où le chômage des jeunes est élevé. Il aborde les facteurs structurels qui façonnent le monde du travail, notamment le vieillissement de la population et la modification des compétences recherchées par les employeurs.

ISBN 978-92-2-129259-3

(en anglais uniquement; résumé disponible en français)
20 CHF; 20 \$; 14 £; 16 €



Rapport mondial sur les salaires 2014/15: Salaires et inégalités de revenus

OIT, Genève, 2014

«Ce quatrième *Rapport mondial sur les salaires* relève d'une série de rapports tenus en haute estime sur les questions salariales dans le monde. Il propose une analyse claire et concise des grandes tendances salariales et de la part du travail dans le revenu national. Son principal thème d'analyse, les inégalités, est particulièrement bienvenu, puisqu'il s'agit probablement de l'enjeu politique le plus saillant du moment.»

Damian Grimshaw, Ecole de commerce de l'Université de Manchester

ISBN 978-92-2-228664-5

40 CHF; 40 \$; 26 £; 32 €



Femmes d'affaires et femmes cadres: Une montée en puissance

OIT, Genève, 2015

Femmes d'affaires et femmes cadres rassemble les données et les statistiques de l'OIT disponibles pour brosser un tableau complet et actualisé des femmes dans le monde des affaires et les postes de direction. Le rapport met en exergue la défense de la diversité des genres, les obstacles auxquels les femmes sont toujours confrontées, ainsi que des pistes de progrès.

ISBN 978-92-2-228875-5
40 CHF; 40 \$; 26 £; 32 €

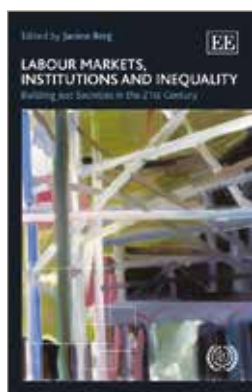


Rapport sur la protection sociale dans le monde 2014/15: Vers la reprise économique, le développement inclusif et la justice sociale

OIT, Genève, 2014

Ce rapport phare de l'OIT donne un aperçu mondial des systèmes de protection sociale, y compris la couverture et les prestations, ainsi que les dépenses publiques de sécurité sociale. Suivant une approche fondée sur le cycle de vie, il analyse les tendances et les politiques récentes, comme les répercussions négatives de l'assainissement des dépenses publiques et des mesures d'ajustement, et plaide pour l'extension d'urgence de la protection sociale pour sortir de la crise, le développement inclusif et la justice sociale.

ISBN 978-92-2-128660-8
(en anglais uniquement)
45 CHF; 45 \$; 30 £; 35 €



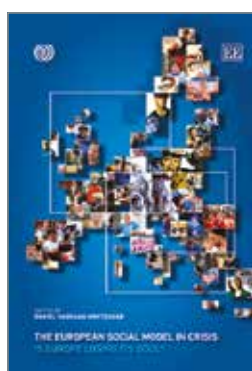
Le marché du travail, les institutions et les inégalités: Bâtir des sociétés plus justes pour le XXI^e siècle

Sous la direction de Janine Berg

OIT/Edward Elgar, Genève/Cheltenham, 2015

Les institutions du marché du travail, y compris la négociation collective, la réglementation des contrats de travail, des retraites et autres politiques de protection sociale, sont primordiales pour améliorer le bien-être des travailleurs, de leurs familles et des sociétés. Ce volume révisé examine la capacité de ces institutions à garantir une distribution équitable des revenus.

ISBN 978-92-2-128657-8
(en anglais uniquement; résumé disponible en français)
45 CHF; 45 \$; 30 £; 35 €



Le modèle social européen en temps de crise: L'Europe perd-elle son âme?

Sous la direction de Daniel Vaughan-Whitehead

OIT/Edward Elgar, Genève/Cheltenham, 2015

Ce nouvel ouvrage évalue la situation actuelle des Etats membres de l'Union européenne en s'appuyant sur des données empiriques détaillées et des études de cas concrets des politiques sociales qui ont été abandonnées ou modifiées. L'ouvrage fait la distinction entre les évolutions récentes liées à la crise économique et les tendances de long terme. Le rapport alerte à point nommé sur l'affaiblissement du modèle social européen et ses possibles effets dévastateurs pour l'avenir.

ISBN 978-92-2-128655-4
(en anglais uniquement)
45 CHF; 45 \$; 30 £; 35 €



Transformer les économies: Faire des politiques industrielles un outil efficace pour la croissance, l'emploi et le développement

José Manuel Salazar-Xirinachs, Irmgard Nübler et Richard Kozul-Wright

OIT/CNUCED, Genève, 2014

«Cet ouvrage est un guide complet, qui arrive au bon moment, sur la façon dont les pays ont eu recours aux politiques industrielles pour effectuer leur transformation structurelle, accroître la productivité et créer des emplois. Ce qui est primordial, c'est que les auteurs dépassent le débat stérile pour savoir si les gouvernements "choisissent les vainqueurs", plutôt que de s'appuyer sur diverses approches analytiques pour en tirer les leçons et les principes qui fondent des stratégies industrielles à succès.»

Ha-Joon Chang, Université de Cambridge

ISBN 978-92-2-128565-6

(en anglais uniquement)

25 CHF; 25 \$; 18 £; 21 €



Une transition juste pour tous: Le passé peut-il éclairer l'avenir?

Journal international de recherche syndicale 2014, volume 6, numéro 2

L'objectif du *Journal international de recherche syndicale* est de proposer un aperçu des politiques sociales et de travail récentes, présentées par des chercheurs et des universitaires spécialistes du monde syndical. Dans la lignée de la résolution de l'OIT sur une «transition juste pour tous», il est maintenant nécessaire de mieux définir les éléments constitutifs d'un cadre pour une transition juste. Ce numéro passe en revue les ajustements et les restructurations économiques dans différentes régions, tirant les leçons sur le front politique et explorant en quoi ils peuvent créer les conditions d'une transition juste pour tous.

ISBN 978-92-2-229257-8

30 CHF; 30 \$; 20 £; 25 €



Administration du travail et inspection du travail dans les pays asiatiques: Approches stratégiques

Giuseppe Casale et Alagandram Sivananthiran

OIT, Genève, 2015

Cet ouvrage définit le rôle, les fonctions et l'organisation de l'administration et de l'inspection du travail, mettant en lumière les meilleures pratiques dans plusieurs pays d'Asie. Il propose un panorama complet des récents changements survenus en Asie et s'intéresse aux domaines où des progrès sont indispensables et urgents.

ISBN 978-92-2-128955-5

(en anglais uniquement)

30 CHF; 30 \$; 20 £; 25 €



Négociation collective: Guide

OIT, Genève, 2015

Ce guide vise à soutenir les gouvernements dans leur travail d'examen de leurs systèmes de relations professionnelles. Il établit aussi un consensus sur les politiques qui favorisent la négociation collective pour des relations professionnelles solides, équitables et productives, leur mise en œuvre et leur suivi.

ISBN 978-92-2-129231-9

(en anglais uniquement)



Journée mondiale contre LE TRAVAIL DES ENFANTS

12 JUIN 2015



Organisation
internationale
du Travail



NON

AU TRAVAIL DES ENFANTS

OUI

À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ

